



Coalition **Nationale** de l'**Education** pour Tous
CONEPT RDC



**RESPONSABILISATION ENVERS L'ODD 4
ET PARTICIPATION CITOYENNE**

TENEZ VOS PROMESSES



**SEMAINE MONDIALE D'ACTION
POUR L'ÉDUCATION**
22 avril – 04 MAI 2018



**DÉFENDEZ
L'ÉDUCATION**

**TENEZ VOS ENGAGEMENTS
MAINTENANT**

Note de cadrage

Responsabilisation envers l'ODD4 et Participation citoyenne :

Tenez vos promesses.

Contexte et justification.

La Semaine Mondiale d'Action pour l'Éducation (SMAE) aura pour thème en 2018 « **la responsabilisation envers l'ODD 4 et la participation citoyenne** ». Le thème appelle les citoyens à demander aux gouvernements et à la communauté internationale de rendre compte des engagements pris en faveur de l'ODD 4 et du programme Éducation 2030. La SMAE est l'évènement phare de la Campagne Mondiale pour l'Éducation « **CME** » et de la Coalition Nationale pour l'Éducation Pour Tous « **CONCEPT RDC** ».

L'année 2018 a commencé de façon positive quand différents gouvernements, la communauté internationale et d'autres partenaires ont annoncé des engagements de financement de l'éducation à l'occasion de la conférence de reconstitution des ressources du PME à Dakar au Sénégal. Les promesses ont atteint 110 milliards de dollars en provenance des pays en développement, dont 30 milliards de nouveaux fonds, ainsi que 2,3 milliards de dollars de la part des donateurs.

Cette note positive se prolonge également pour la République Démocratique du Congo qui a annoncé **2 831 milliards de Franc congolais de nouveaux fonds à l'éducation d'ici à 2020**. En effet, la RDC s'est engagée d'ici 2020 à : (i) accroître à 23,5% la part des dépenses courantes de l'éducation dans les dépenses courantes de l'Etat ; (2) maintenir la part de l'éducation dans le PIB à 2,1% ; (3) Porter à 54% la part des dépenses courantes consacrées à l'enseignement de base. Le paradoxe dans ces engagements vient du fait que le pays promet d'atteindre 23,5% du budget national à l'éducation en 2020 alors dans les faits, la RDC a réduit la part des dépenses à allouer à l'Éducation passant ainsi de 19,6% en 2017 à 15,73% dans les prévisions budgétaires de 2018. Par ailleurs, en 2014, le pays s'était engagé à accorder 4,5% de la part du PIB à l'éducation en 2018. Contrairement à cet engagement précédent, au lieu d'afficher les ambitions à la hausse, le Gouvernement congolais annonce qu'en 2020, il maintiendrait la part de l'éducation dans le PIB à 2,1% soit une réduction de 2,4% par rapport aux prévisions de 2014.

Quoiqu'il en soit, il appartient maintenant à la société civile de veiller au suivi et à la réalisation de ces engagements. L'ODD4 est une promesse faite par les dirigeants mondiaux et le gouvernement de la RDC d'inverser la crise nationale et mondiale de l'éducation. Le Gouvernement de la République est en train d'aligner la Stratégie sectorielle de l'éducation et de la formation « SSEF 2016 – 2025 » à l'ODD4 et c'est sur cet engagement à l'ODD4 – Éducation 2030 que la CONCEPT RDC mobilise des citoyens à travers le pays pour rappeler au gouvernement de tenir les promesses qu'il a faites.

Nous sommes aujourd'hui à un point critique qui exige une responsabilité collective de tous les partenaires pour assurer la réalisation en temps voulu du programme Éducation 2030 et

de la Stratégie Sectorielle de l'Éducation et de La formation. La fin de 2017 a marqué le plein épanouissement du processus d'alignement de la SSEF à l'ODD4, et en 2018, nous continuerons à encourager et à mobiliser la pleine participation de la société civile dans le secteur de l'éducation à tous les niveaux. L'exclusion de la société civile notamment les ONG Nationales et certains syndicats dans diverses provinces affaiblit les engagements de responsabilité mutuelle et viole le droit à la participation inclusive aux prises de décisions. C'est le cas dans plusieurs provinces où les commissions provinciales de l'éducation se tiennent sans la présence des ONG œuvrant dans le secteur de l'Éducation. Nous exhortons le gouvernement central et les Gouvernements provinciaux à prendre leurs distances, en se référant au thème « **Ne laisser personne pour compte** » lorsque de temps à autre, les syndicalistes, des étudiants ou des enseignants sont détenus ou arrêtés, subissent des mutations punitives parce qu'ils exigent que leur gouvernement, l'école, ou une confession religieuse dans le cadre de la gestion des écoles rende compte.

La responsabilité de la mise en oeuvre intégrale et du suivi de l'ODD 4 exige la participation de tous les partenaires afin d'augmenter les efforts et de tenir la promesse de l'Éducation 2030. En ouverture, le rapport rappelle à la communauté internationale de l'éducation pourquoi il a été créé : Comme le précisent la Déclaration d'Incheon Éducation 2030 et le cadre d'action afférent, le Rapport mondial de suivi sur l'éducation « constituera le mécanisme de suivi et de rapport sur l'ODD 4 et sur l'éducation dans les autres ODD » et devra « rendre compte de l'application des stratégies nationales et internationales visant à ce que tous les partenaires concernés respectent leurs obligations, dans le cadre du suivi et de l'examen d'ensemble des ODD ».

La conférence de reconstitution du PME a donné une impulsion positive à l'engagement de la RDC en matière de financement de l'éducation notamment en ce qui concerne le pourcentage prévu de l'éducation dans le budget national ainsi que la part de l'éducation de base dans les dépenses courantes. Il reste que les promesses soient cette fois – ci tenues effectivement. Le financement de l'éducation est l'un des échecs majeurs de l'Objectif du Millénaire pour le développement consacré à l'éducation en 2015. Il convient donc d'éviter de refaire les mêmes erreurs. Le gouvernement doit mobiliser activement des ressources pour l'éducation et les citoyens doivent leur demander des comptes à propos du suivi de la mise en oeuvre et de l'affectation des ressources afin de garantir que les objectifs du programme Éducation 2030 et de la Stratégie sectorielle de l'Éducation et de la Formation y alignés seront atteints à terme échu.

C'est le rôle et la responsabilité de l'État de fournir une éducation publique et gratuite de qualité pour tous, en particulier pour les communautés et les personnes vulnérables, exclues ou marginalisées. La croissance alarmante des écoles privées, de la marchandisation de l'enseignement dans les écoles publiques, de l'augmentation et de la multiplication des frais de scolarité à charge des parents à la tête chaque enfant dans l'enseignement primaire et secondaire affaiblissent les divers engagements pris par le gouvernement en faveur d'une éducation publique et gratuite de qualité. Il est regrettable de voir qu'un certains responsables publics à travers les provinces continuent à créer des frais, à les augmenter à des niveaux qui soient hors de portée de la majorité de la population, des familles. Les données ont montré que ces frais sont inabordables pour la plupart des familles, et qu'elles

ne font que reproduire diverses formes de stratification et d'inégalité. Les gouvernements risquent de contredire l'appel de l'ODD à ne laisser personne pour compte, en soutenant au contraire la commercialisation et la privatisation de l'éducation.

Il est également important que la société civile demande des comptes au gouvernement pour s'assurer du caractère inclusif de la prestation d'éducation fournie. L'éducation pour, les petits enfants, les enfants et les adultes en situation de handicap ou avec des besoins spéciaux fait partie du programme Éducation 2030, mais elle est souvent négligée. Il n'est pas acceptable que les stratégies éducatives progressistes associées à l'accès, l'égalité, l'équité et l'inclusivité soient omises de la politique et des plans du secteur de l'éducation. Lorsque nous plaidons pour la réalisation de l'ODD 4, nous devons nous assurer que notre plaidoyer porte sur l'ensemble du programme de l'ODD 4, que l'éducation est à la disposition de tous, et que les groupes marginalisés sont représentés et entendus de façon égalitaire.

Enfin, le véritable sens de la responsabilité ne doit pas être détourné. La communauté éducative, et en particulier le mouvement de la société civile pour l'éducation, a fait campagne pour réaliser les cibles de l'ODD 4 et appliquer un cadre d'action fondé sur les droits, englobant pleinement tous les aspects de l'agenda de l'éducation, dès la naissance. La CONEPT RDC appuie fermement tous les efforts visant à améliorer le niveau et la qualité de l'apprentissage des enfants et des adultes, mais la responsabilité ne peut être réduite aux mesures simplistes et inéquitables liées à des examens et à la performance du personnel enseignant. Cette vision réductrice ne tient pas compte du rôle et de la responsabilité des gouvernements au titre de garant des droits, et contribue à éroder ce qui forme le cœur des cibles : le droit à une éducation inclusive, de qualité, publique et gratuite pour tous.

2. Buts et objectifs de la campagne de la SMAE 2018

But de la SMAE 2018 :

Cette année, la Semaine d'action pour l'Éducation a pour objectif d'intensifier la mobilisation des citoyens et de la société civile afin de demander au gouvernement et aux partenaires éducatifs de rendre compte de la réalisation de l'ensemble du programme de l'ODD4 mais aussi de la Stratégie sectorielle de l'éducation « **SSEF** » trois ans après son adoption, en exhortant le gouvernement à « **tenir ses engagements** ». Cette année, l'accent portera sur les obligations de l'État à construire un système et une gouvernance démocratiques au travers d'une éducation publique de qualité et inclusive.

3. Objectifs :

1. Plaider pour que l'État devienne réellement le chef de file dans l'élaboration, l'incorporation dans la stratégie sectorielle et la mise en œuvre de toutes les cibles de l'ODD4 par l'entremise d'un processus transparent et inclusif qui implique la participation de la société civile et des autres partenaires au niveau national et dans toutes les provinces.

2. Exiger des mécanismes directs de responsabilisation et de transparence facilement accessibles aux citoyens, et la participation active de la société civile à l'élaboration des politiques ainsi qu'au suivi des progrès ; il devrait y avoir des espaces dédiés à la participation des organisations de la société civile (OSC) et de la jeunesse à tous les échelons (national, provincial et local).
3. Attirer l'attention sur le fait que la place concédée à la société civile devrait être davantage consolidée tant au niveau national qu'au niveau provincial et local.
4. Réaffirmer l'importance centrale d'un engagement commun au niveau national et dans chaque province en faveur de l'éducation gratuite. A cet effet, nous allons renouveler l'appel pour financer intégralement une éducation véritablement gratuite (en supprimant les frais de scolarité et autres charges dans l'éducation primaire et secondaire – et en contestant la tendance de plus en plus visible de « la marchandisation et la privatisation » dans l'éducation.
5. Mettre en évidence l'importance fondamentale et le droit inaliénable des citoyens à bénéficier de l'enseignement public, ainsi que le rôle central de gouvernement dans la consolidation d'un système public d'éducation, et ainsi lutter contre marchandisation et la privatisation croissante de l'éducation en RDC.
6. Exiger des plans crédibles pour le financement de l'éducation et l'ensemble de l'agenda Éducation 2030 au niveau national et provincial – y compris par des mesures en faveur de la justice fiscale et de la gestion pertinente et transparente des dépenses budgétaires de l'éducation. Nous exhorterons le Gouvernement central, les gouvernements provinciaux ainsi que les Partenaires Techniques et Financiers à prendre des engagements courageux pour financer l'éducation (en lien avec la reconstitution des ressources du PME en 2018) et à inverser la tendance à la baisse des dépenses d'éducation observée notamment entre 2017 et 2018
7. Exiger la généralisation de la classe pré-primaire en vue du développement de la préscolarisation des enfants de 5 ans ainsi que l'élaboration et développement d'une politique sur l'éducation inclusive.
8. Exiger la pleine réalisation de l'engagement d'augmenter l'offre d'enseignants qualifiés et de faire « en sorte que les enseignants et les éducateurs aient les moyens d'agir, qu'ils recrutés de manière adéquate, qu'ils reçoivent une formation et des qualifications professionnelles satisfaisantes, et qu'ils soient motivés et soutenus au sein de systèmes gérés de manière efficace et efficiente, et dotés de ressources suffisantes »

4. Parties prenantes

Pour la réalisation de cette campagne dans la Semaine Mondiale d'Action, plusieurs parties prenantes seront ciblées et contactées :

a) L'ensemble du gouvernement :

Chefs d'État - Premier ministre - Ministres de l'Éducation (EPSP – ESU – MAS -) – Ministre du Plan – Ministre des Finances – Ministre du Budget – Point focal PME en RDC Gouverneur des provinces – Ministres provinciaux de l'Éducation – Ministres provinciaux des Finances et budget – Ministres provinciaux du plan

b) Le parlement.

Président de l'Assemblée Nationale – Président du Sénat – Commission socioculturelle de l'Assemblée Nationale – Commission économique et financière de l'Assemblée Nationale – Commission socioculturelle du Sénat – Commission économique et financière du Sénat - Présidents des Assemblées provinciales – commissions socioculturelles des Assemblées provinciales – Commissions économiques et financières des Assemblées provinciales – Groupes parlementaires des partis politiques représentés significativement représentés au parlement et engagés pour les élections

c) Les Agences des Nations Unies

UNESCO – UNICEF – PNUD – Rapporteur des Nations Unies sur le Droit à l'éducation, etc.

d) Partenaires Techniques et Financiers et Agences d'Exécution des projets d'éducation au niveau national :

Point Focal PME en RDC – Agence de supervision projet PAQUE – Agence de Coordination PAQUE – Bilatéraux et Multilatéraux (AFD – USAID – UKAID - Banque Mondiale)

e) Ambassadeurs et représentants des pays donateurs, en particulier ceux qui se sont déjà engagés à financer l'éducation via des mécanismes bi- ou multilatéraux :

f) La société civile

Les Fondations et ONG Internationales engagées dans l'éducation et la protection des enfants : OSISA - Handicap International – Oxfam – Actionaid – Cordaid, etc.

Les Syndicats et les ONG Nationales

5. Activités pour la SMAE

Le thème de la SMAE 2018 englobe de nombreux aspects du travail que la CONEPT RDC et ses membres effectuent au quotidien pour exiger un service public d'éducation de qualité et demander des comptes au gouvernement à cet égard. Plusieurs activités seront déclinées lors de cette campagne.

5.1. Détails des activités.

5.1.1. Collecter les données et publier les résultats sur l'évolution des indicateurs des cibles de l'Objectif de Développement Durable 4 en République Démocratique du Congo (2016 – 2017).

Une commission technique sera instituée et travaillera avant le démarrage de la campagne pour collecter les données sur l'évolution des indicateurs des cibles de l'ODD4 en RDC. La commission utilisera la technique documentaire comme base de collecte. La commission utilisera le cadre d'indicateurs proposés dans le Cadre d'action Education 2030 sous forme de tableau et complétera les données de la RDC pour vérifier le niveau des progrès du pays

dans la mise en œuvre des cibles de l'ODD4 de 2015 à 2017. Elle sera composée des experts de la société civile et de deux délégués de l'administration concernés par la collecte des informations (SIGE, DEP, Direction de l'EPT).

Les résultats sera imprimé et publié sous forme d'un dépliant et utilisé comme document de plaidoyer pendant et après la semaine d'action pour l'Education.

5.1.2. Organiser des émissions à travers les médias et des discussions en ligne, pour discuter des progrès et des lacunes de la mise en œuvre intégrale de l'ODD4 au plan national et de la Stratégie sectorielle de l'Education et de la Formation.

L'organisation de ces émissions a pour but de mettre en lumière les progrès mais aussi les défis dans la mise en œuvre intégrale des engagements du pays concernant l'Objectif de développement durable 4. Pour sa réalisation, la CONEPT RDC avec un des membres, le Réseau des Professionnels des Médias pour l'Education Pour Tous. Les intervenants seront puisés dans le monde scientifique (Universités), la Société civile, les politiques et l'Administration de l'Education.

5.1.3. Diffuser et faire connaître les résultats et les promesses faites par le gouvernement de la RDC à la conférence de Dakar sur le financement de l'éducation et la reconstitution des fonds du Partenariat Mondial pour l'Education « PME ».

Cette activité consistera à reprendre dans un document la synthèse des engagements de la RDC à la conférence sur le financement de l'Education et du Partenariat mondiale pour l'Education et la revue la société civile notamment la Coalition Nationale de l'Education Pour Tous. L'objectif ici est de vulgariser ces engagements pour plus susciter la redevabilité et l'engagement des citoyens à participer et à faire le suivi. Le document sera imprimé et distribué en format électronique en ligne et dur.

Organiser une journée de Partenaires pour partager et diffuser les Etudes, les bonnes pratiques et tenir des conférences

5.1.4. Retour à l'Ecole : Organiser des ciné-débats dans les écoles ciblées sur l'Objectif de Développement Durable 4 et le financement intérieur.

Objectif : vulgariser, sensibiliser les parties prenantes et susciter la responsabilité et la redevabilité envers l'ODD4.

Un feuilleton de 8 épisodes sur les cibles de l'Objectif de Développement Durable 4 «Assurer à tous une éducation équitable, inclusif et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie » est disponible. Il sera diffusé dans les écoles en présence des élèves, des enseignants, des membres des COPAS et COGES, des délégués des communautés locales pour appropriation et suivi.

Chaque école concernée invitera une personnalité politique, de la société civile, un cadre de l'Administration, ou un leader d'opinion de son choix qui visitera l'école à cet effet et participera comme Co-débatteur aux discussions à l'issue de la diffusion des épisodes du feuilleton.

5.1.5. La Grande Chaine pour l'ODD4 : « la responsabilisation envers l'ODD 4 et la participation citoyenne ».

C'est l'évènement public clé. La société civile présentera au Gouvernement et aux Partenaires un cahier reflétant les demandes des citoyens ainsi que les défis relatives à la mise en œuvre de l'Objectif de développement durable 4 et de la Stratégie sectorielle de l'Education et de la formation « **SSEF 2016-2025** ». Cette cérémonie se déroulera en présence des Ministres en charge de l'Education et sera présidée par le Ministre de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel en tant que chef de file des Ministères de l'Education. L'évènement aura lieu dans la salle des conférences du Ministère des Affaires Etrangères dans la commune de la Gombe. Elle impliquera plusieurs parties prenantes : Le Gouvernement à travers les Ministères de l'Education et ceux ayant les finances dans leurs attributions au niveau et provincial – les Organismes du système du système des Nations Unies - les parlementaires au niveau national et provincial – les Enseignants et ses syndicats – les organismes du système des Nations Unies – les organisation des parents d'Elèves - Les Elèves – les ONG nationales et Internationales – les Communautés locales et les Comités de Veille et de redevabilité publique dans le domaine de l'éducation – les enfants - les organisations des Jeunes et des Etudiants – les organisations féminines - le Cadre de concertation de la société civile.

L'évènement et toutes les activités de la semaine d'action pour l'Education seront également organisés et relayés dans les chefs-lieux de chaque province.

Programme indicatif : Semaine mondiale d'action 2018

N°	Libellé de l'activité	Début	Fin	Lieu
1	Collecter les données et publier les résultats sur l'évolution des indicateurs des cibles de l'Objectif de Développement Durable 4 en République Démocratique du Congo (2016 – 2017)	11 avril	18 avril	Kinshasa
2	Organiser des émissions à travers les médias et des discussions en ligne, pour discuter des progrès et des lacunes de la mise en œuvre intégrale de l'ODD4 au plan national et de la Stratégie sectorielle de l'Education et de la Formation	23 avril	7 mai	(National) RTNC – DIGITAL – CCTV, etc.
3	Diffuser et faire connaître les résultats et les promesses faites par le gouvernement de la RDC à la conférence de Dakar sur le financement de l'éducation et la reconstitution des fonds du Partenariat Mondial pour l'Education « PME »	23 avril		A déterminer
5	Retour à l'école : Organiser des ciné-débats sur l'Objectif de Développement Durable 4 et le financement intérieur.	24 avril	27 avril	Dans les écoles ciblées
6	La Grande Chaine pour l'ODD4 : « la responsabilisation envers l'ODD 4 et la participation citoyenne ».	4 mai	4 mai	Salle de conférence du Ministère des affaires étrangères